



SOUTIEN A PLACE D'ARMES-AFL-AWF

Lettre ouverte de la Confédération Internationale des Syndicats des Droits de l'Homme pour la Justice (CISDHJ)

L'heure est venue pour les peuples libres de s'unir.

Divisés, ils nous écrasent. Unis, nous sommes invincibles.

Face aux dérives du pouvoir, à la corruption, à la guerre, seule l'unité consciente et déterminée des peuples peut faire triompher la justice, la souveraineté et la paix.

Présentation de la CISDHJ

La Confédération Internationale des Syndicats des Droits de l'Homme pour la Justice (CISDHJ) est une organisation libre et indépendante, œuvrant pour la défense des peuples contre toute forme d'oppression, de corruption institutionnelle et de violation des droits fondamentaux. Notre mission est de restaurer le respect intégral de l'État de droit, de la souveraineté des peuples, de la justice et de la dignité humaine, conformément aux principes universels inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 (DDHC), la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), et les traités internationaux ratifiés par la France.

La situation actuelle en France

La France traverse une grave crise institutionnelle.

L'État de droit y est méthodiquement bafoué ; les institutions, détournées de leur vocation fondamentale, ne servent plus l'intérêt général mais agissent désormais contre la Nation.

Les ressources publiques, issues du labeur, du sacrifice et des impôts du peuple français, sont aujourd'hui massivement détournées pour financer des guerres étrangères sanglantes, notamment en Ukraine, sans la moindre consultation démocratique ni consentement populaire.

Pire encore : une **pseudo-dette artificielle**, soigneusement entretenue par les gouvernements successifs, est invoquée pour légitimer une spoliation systématique des citoyens.

Sous le faux prétexte de "sauver les finances publiques", une avalanche d'augmentations d'impôts, de taxes, de charges sociales et de prix asphyxie délibérément les familles, les travailleurs, les agriculteurs, les artisans et les petites et moyennes entreprises.

Ce processus de paupérisation organisé nourrit une confiscation continue de la richesse nationale au profit d'intérêts financiers privés et d'appareils occultes.

Ce détournement massif de fonds sert à enrichir personnellement une caste politique corrompue, à récompenser des réseaux de prédation, et à blanchir d'énormes flux financiers sous couvert d'actions militaires ou humanitaires.

Ainsi, l'argent du peuple est instrumentalisé non pour construire la paix ou soutenir la Nation, mais pour entretenir des massacres humains, nourrir la spéculation mondiale, et enchaîner encore davantage les peuples sous des dettes illégitimes.

Le Président Emmanuel Macron, ses prédécesseurs, les gouvernements successifs, les parlementaires, ainsi que les membres du Conseil constitutionnel, en validant, couvrant ou tolérant ces manœuvres criminelles, se sont rendus complices d'une entreprise de trahison d'une ampleur historique : financement de massacres humains, destruction de peuples entiers, rupture totale des pactes démocratiques fondamentaux.

Et la justice française ? Où est-elle ? Que fait-elle ?

Le silence des magistrats, des procureurs et des juges est assourdissant.

La justice est-elle devenue une institution corrompue, soumise aux ordres du gouvernement et de ses réseaux d'influence ?

A-t-elle renoncé à défendre le droit, pour protéger les crimes du pouvoir contre son propre peuple ?

En gardant le silence face à ces crimes d'État, **ceux qui devraient garantir l'État de droit se rendent moralement, politiquement et juridiquement complices** des dérives qu'ils étaient censés empêcher.

Nous rappelons solennellement aux magistrats, aux procureurs et aux juges que **leur devoir fondamental, inscrit dans les principes constitutionnels et démocratiques, est l'indépendance et l'impartialité.**

La justice ne saurait être l'instrument d'un pouvoir corrompu.

Elle doit être, et demeurer, **le rempart ultime du peuple contre l'oppression, l'abus, la trahison et la destruction de la souveraineté nationale.**

Lorsque la justice abdique, c'est au peuple lui-même de redevenir le juge suprême de son destin. Face à la trahison des élites et au naufrage des institutions, la souveraineté appartient désormais aux citoyens conscients, libres et déterminés.

L'engagement juridique de la CISDHJ

Face à cette situation intolérable, la CISDHJ annonce qu'elle prendra toutes les mesures nécessaires, sur le plan national et international, pour :

- Mettre en lumière juridiquement les violations de l'État de droit, de la DDHC, de la CEDH, ainsi que des conventions internationales ratifiées par la France ;
- Dénoncer et attaquer le détournement de fonds publics et l'extorsion de l'argent des citoyens à des fins criminelles ;
- Qualifier et poursuivre la complicité active ou passive de toutes les institutions et de leurs responsables ayant couvert ou facilité ces manœuvres illégales.

Aucun crime contre les peuples, aucune atteinte à la souveraineté nationale ne saurait rester sans réponse.

Soutien à Place d'Armes

La Confédération Internationale des Syndicats des Droits de l'Homme pour la Justice (CISDHJ) salue avec respect et reconnaissance la **Résolution citoyenne initiée par Place d'Armes**, accessible à l'adresse suivante :

<https://www.place-armes.fr/résolution-citoyenne>.

Par leur courage et leur engagement, ces anciens militaires et citoyens éveillés ont fait acte de loyauté suprême envers la Nation : défendre la Constitution, la souveraineté du peuple français, et l'État de droit, même face aux dérives du pouvoir en place.

Cette Résolution constitue un appel historique :

- À exiger la vérité sur l'engagement militaire français en Ukraine ;
- À restaurer l'obligation constitutionnelle de contrôle démocratique par le Parlement ;
- À stopper les détournements de pouvoir opérés sans le consentement des citoyens.

En se levant publiquement, Place d'Armes a rappelé que le devoir d'obéissance des militaires s'arrête là où commence l'illégalité, et que la fidélité suprême va au peuple et non aux gouvernements illégitimes.

La CISDHJ appelle solennellement tous les citoyens français, sans distinction d'origine, d'appartenance ou de condition, à signer massivement la Résolution citoyenne.

Chaque signature est un acte de résistance pacifique pour la souveraineté nationale, pour la restauration de l'État de droit et pour la défense de la dignité humaine.

Signer cette Résolution, c'est affirmer son refus de la corruption, de la guerre imposée, et de la destruction des libertés fondamentales.

Signer cette Résolution, c'est choisir l'honneur, la vérité et la justice.

Nous invitons tous les citoyens à relayer largement cette initiative autour d'eux, dans leur famille, leur entourage, leur communauté, pour que la voix du peuple français résonne avec force dans toute la Nation.

Ce n'est pas seulement une initiative :

c'est une étape essentielle de la reconquête de notre dignité collective et du respect de nos droits les plus sacrés.

Soutien à l'AFL et l'AWF

La CISDHJ soutient également pleinement la démarche complémentaire portée par l'Alliance France Liberté (AFL) et l'Alliance Worldwide Freedom (AWF).

Ces alliances citoyennes, indépendantes de tout parti politique, œuvrent pour rassembler les forces vives du peuple dans un esprit de paix, de vérité et de justice.

À travers leur initiative, AFL et AWF appellent solennellement à :

- Refuser la corruption systémique qui gangrène les institutions ;
- Rejeter la logique de guerre imposée aux peuples sans leur consentement ;
- Résister pacifiquement à la destruction organisée des libertés fondamentales.

Ils proposent la constitution d'un Pôle d'Action commun regroupant citoyens, anciens militaires, forces de l'ordre intègres, fonctionnaires, travailleurs, agriculteurs, étudiants et retraités, pour bâtir un front uni et solidaire face aux dérives autoritaires et guerrières.

La CISDHJ salue cet engagement concret et fraternel, et encourage tous les citoyens conscients à rejoindre ce mouvement, à s'associer aux symboles de l'AFL et de l'AWF en signe de ralliement, et à mettre de côté les divisions, les égos et les querelles secondaires.

Notre seul et unique adversaire est l'injustice, et la corruption des gouvernements qui trahissent les peuples.

Notre seule bannière est celle de la dignité humaine, de la justice et de la souveraineté des peuples.

Contact officiel pour coordination internationale : contact@alliance-worldwide-freedom.com

L'appel solennel à l'unité

Nous affirmons avec force : seul le peuple uni peut faire triompher la justice et la paix.

L'ego, les rivalités, les querelles doivent disparaître.

Les divisions semées entre citoyens doivent être dépassées.

Il n'existe derrière cette action aucun parti politique, aucun mouvement partisan.

Cette mobilisation reste et restera une action citoyenne pure, libre, universelle, guidée uniquement par la défense des droits humains, de la souveraineté, de la paix et de la justice.

Nous invitons tous les citoyens à utiliser librement les logos de l'Alliance France Liberté (AFL) et de l'Alliance Worldwide Freedom (AWF) pour marquer leur ralliement pacifique à cette cause sacrée, et pour montrer au monde que l'unité des peuples est en marche.

Un appel à la responsabilité historique

Il appartient à chaque citoyen conscient, militaire fidèle à son serment, fonctionnaire intègre, père, mère, travailleur, de comprendre que l'histoire jugera chacun.

Le temps de la neutralité complice est révolu.

Chacun porte désormais la responsabilité de défendre la liberté et la vérité ou de s'en rendre complice par son silence.

Vigilance contre toute récupération

Nous mettons solennellement en garde contre toute tentative de récupération politicienne, partisane ou institutionnelle.

Cette mobilisation appartient aux peuples libres et souverains.

Elle ne sera ni dévoyée, ni instrumentalisée.

Conclusion

Notre combat n'est pas seulement un combat contre les dérives, c'est un combat pour reconstruire une société plus juste, où la dignité humaine, la vérité et la paix ne seront plus des illusions mais des réalités quotidiennes.

Ce combat est celui de l'espérance contre la barbarie, celui de l'honneur contre la trahison, celui de la vie contre l'asservissement.

Le temps est venu de choisir :

Soumission ou souveraineté,

Mensonge ou vérité,

Oppression ou dignité.

La CISDHJ choisit la vie, la paix, la liberté et la justice.

Nous serons aux côtés du peuple français et de tous les peuples du monde qui refusent l'esclavage moderne imposé sous couvert de guerres extérieures.

Peuples libres, votre heure est venue.

Que chaque voix libre devienne un rempart contre la tyrannie.

Que chaque conscience éveillée soit un phare dans la nuit.

Ensemble, unis et libres, nous vaincrons.

Vive les peuples libres,

Vive la justice,

Vive la France fidèle à ses idéaux.

Fait pour servir et faire connaître la vérité,

La Confédération Internationale des Syndicats des Droits de l'Homme pour la Justice (CISDHJ)
contact@cisdhjustice.com